

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 18/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

DAHER

Aéroport Tarbes - Lourdes - Pyrénées
D516
65290 Louey

Références : 2023-0902-Dp
Code AIOT : 0006802518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement DAHER implanté à l'Aéroport Tarbes - Lourdes - Pyrénées D516 - 65290 Louey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avec le SDIS 65 avait pour objectif de faire le point sur la prévention du risque incendie dans l'atelier de traitement de surface, en lien avec le projet de modification des installations de traitement de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAHER
- Aéroport Tarbes - Lourdes - Pyrénées D516 - 65290 Louey
- Code AIOT : 0006802518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DAHER AEROSPACE est spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique. Les activités du site sont :

- la fabrication de pièces aéronautiques en matériaux composites et métalliques;
- l'assemblage des différentes pièces (notamment pour la construction du TBM 900.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II	/	Lettre de suite	1 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 6.8	/	Lettre de suite	1 mois
8	Plan d'évacuation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 6.5.1	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 10/10/2007, article R.181-46 du code de l'environnement	/	Sans objet
2	Natures constructives	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.III	/	Sans objet
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III	/	Sans objet
4	Chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Sans objet
6	Alarme incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie est bien pris en compte au niveau de l'atelier de traitement de surface. Les nouvelles prescriptions réglementaires imposées par l'arrêté ministériel du 20 avril 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260, ont bien été prises en compte par l'exploitant, notamment celles relatives à la prévention du risque incendie dont l'échéance de

mise en conformité est fixée au 1er juillet 2024.

Des améliorations sont à prévoir concernant la détection incendie des deux petites chaînes de traitement de surface, la mise en place d'un plan d'évacuation incendie, ainsi que la formation des salariés au risque incendie.

Concernant le projet de modification de l'atelier de traitement de surface, l'exploitant doit déposer au plus vite un dossier de porter à connaissance complété avec les éléments évoqués au point de constat n°1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2007, article R.181-46 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : L'exploitant a un projet de modification de son atelier de traitement de surface dont l'objectif, à terme, est de supprimer les produits à base de trioxyde de chrome. Le site est actuellement autorisé pour un volume de traitement de bain de 330 m ³ . Le projet sera réalisé en deux temps, avec une phase intermédiaire dont le volume de bain prévu est de 196 m ³ , puis une phase finale dont le volume de bain sera réduit à 149 m ³ et ne comprendra plus de bains à base de trioxyde de chrome. Initialement, l'exploitant avait déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, en juin 2023, mais ce dossier a été retiré, le projet ne rentrant pas dans le champ de l'autorisation environnementale. L'exploitant doit donc déposer un dossier de porter à connaissance reprenant les éléments du dossier d'autorisation environnementale, ainsi que les éléments de la demande de complément du 07 juillet 2023 (courrier DREAL référencé 2023-0634-

<p>Dp). Notamment, sont attendus des compléments sur la partie risque accidentel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise à jour de l'étude de dangers sachant que les murs séparatifs entre l'atelier de traitement de surface (TTS) et les autres ateliers ne sont pas coupe-feu 2 heures - calcul selon les guides pratiques de dimensionnement des besoins en eau et des rétention D9 et D9A sur la totalité du bâtiment (du fait de l'absence de murs coupe-feu): comme évoqué avec le SDIS 65 lors de la visite, ces calculs devront être transmis à la DREAL, mais également au SDIS pour avis. Le recours à un cabinet d'ingénierie incendie sur la partie développement du sinistre et moyens de secours adaptés serait pertinent, au vu du calcul de la D9 qui devrait être pris sur la totalité du bâtiment (25 000 m²) et qui semble démesuré et inadapté par rapport aux moyens de secours. Des solutions de moyens de secours innovantes tels que des détecteurs avec des lances qui assurent une extinction immédiate avec peu d'eau pourraient par exemple être envisagées. - justificatif concernant les volumes de rétentions actuelles des eaux d'extinctions incendie compatible avec le volume à retenir calculé selon la D9A - plan de localisation des détecteurs actuels et des futurs détecteurs prévus afin de prévenir au plus vite un départ de feu. - reprendre l'analyse de la compatibilité des produits des quatre chaînes TTS (comme le risque d'incompatibilité entre l'acide nitrique et l'acide sulfurique) - préciser dans le tableau de présentation des bains, les pH associés à chaque bain - transmettre l'étude du coordonnateur SSI dans le cadre du projet: cette étude sera également à transmettre au SDIS 65 - justifier le respect de l'article 3.2 de l'AM du 30/06/2006 concernant le désenfumage de l'atelier: le SDIS 65 a évoqué la possibilité de dissocier les trappes de désenfumage des deux principales chaînes de TTS afin de créer des zones de dépression: l'exploitant doit regarder la possibilité technique de dissocier les trappes de désenfumage afin de réduire l'amenée d'air au niveau de la zone en feu. - prendre en compte les recommandations du guide <u>Incendie dans les installations de traitement de surface de mai 2022</u> (https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2022/06/2022_05_24_Synthese_TS_MG_FR_VFfinale.pdf), notamment pour la conception de la nouvelle ligne de traitement : éviter la présence d'armoire électrique à proximité des cuves présentant un revêtement combustible type PVC, éviter la présence de matériaux combustibles à proximité des bains : sur ce dernier point, l'exploitant devra se positionner vis-à-vis des panneaux anti-éclaboussures positionnés entre les deux lignes de TTS qui semblent être en plastique combustible et donc pouvant aggraver les conséquences d'un incendie. - prendre en compte également les préconisations du BEA-RI (https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_aubert_duval_post_vdef_cle7e186d.pdf) notamment sur la partie sécurisation des installations électriques. <p>L'exploitant a évoqué en réunion, réfléchir à des travaux d'amélioration de la sécurité de l'atelier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'une extinction automatique incendie - mise en place d'un mur coupe-feu 2 heures entre l'atelier de TTS et l'atelier peintures (ou système équivalent comme un rideau d'eau) <p>Le dossier de porter à connaissance devra évoquer ces projets et l'échéancier des travaux associés (si projets d'investissement retenus).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Natures constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.III
Thème(s) : Risques accidentels, Natures constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« III. Les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont installés dans des locaux isolés de l'atelier de traitement et présentent les caractéristiques du I.</p>

« A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique). »
Constats : Les armoires électriques présentes dans l'atelier de traitement de surface sont équipées de système d'extinction au gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5.III
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Les contrôles électriques sont bien réalisés de manière annuelle. L'exploitant a indiqué réaliser également les contrôles de détection de points chauds par thermographie. L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle thermographique de l'atelier du traitement de surface. L'exploitant doit également justifier de la présence d'un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique de l'atelier et installé de manière à être accessible depuis l'extérieur, sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement (article 66.B de l'AM du 04/10/2010 - applicable avant le 1er juillet 2024 aux installations de traitement de surface).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Chauffage des baignoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage des baignoires
Prescription contrôlée : « Les résistances éventuelles (baignoires actives et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :

Le contrôle de l'asservissement des détecteurs de niveau bas à l'arrêt des résistances électriques de chauffe de bains est actuellement réalisé de manière mensuelle (vu en inspection en 2022). Le contrôle à fréquence hebdomadaire est à mettre en place au plus tard le 01 juillet 2024. L'exploitant a indiqué avoir demandé un devis à la société SPIE, afin de passer à cette fréquence hebdomadaire avant la date du 01 juillet 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</p> <p>« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>Constats :</p> <p>L'atelier de traitement de surface, au niveau des deux lignes principales, est équipé de détecteurs de flammes et de fumées, mais en position longitudinale par rapport aux cuves de traitement de surface. Comme évoqué lors de l'inspection avec le SDIS, la détection peut être améliorée en augmentant le nombre de détecteurs et en les positionnant latéralement par rapport aux cuves afin d'avoir une détection plus précoce.</p> <p>Par contre, les deux petites lignes de traitement de surface, positionnées au bout du bâtiment, ne sont pas équipées de détecteur incendie.</p> <p>Une détection de température dans la gaine de ventilation asservie à l'arrêt de la ventilation a été mise en place au niveau des deux petites lignes de traitement de surface. La nouvelle ligne en cours de construction sera également équipée de ce dispositif de sécurité. La ligne ALU actuelle devra être équipée de ce dispositif avant la date du 01 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant doit justifier que ces détections actionnent bien une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment (échéance 01/07/2024).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Alarme incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.III
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie
Prescription contrôlée :

« III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Comme évoqué au point de constat précédent, le site est en train de mettre en place une détection entraînant une alarme qui arrêtera automatiquement les systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains). L'exploitant doit justifier que le déclenchement de cette alarme incendie entraînera aussi l'arrêt de la chauffe des bains (échéance réglementaire au 01/07/2024). Cette alarme devra également être transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel.
Constats : L'exploitant a indiqué être en cours de mise à niveau des salariés sur la sécurité incendie. Un plan d'évacuation, ainsi que des exercices d'évacuation doivent être mis en place. La formation des salariés à la manipulation des extincteurs a débuté en 2023 et sera étalée sur 2 ans (avec renouvellement tous les 5 ans). L'exploitant doit transmettre sous 1 mois le plan d'évacuation et l'échéancier concernant la formation de tous les salariés au risque incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Exercice d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'évacuation du personnel
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.
Constats : L'exploitant doit transmettre sous 1 mois le plan d'évacuation du personnel. Des exercices d'évacuation devront être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois